

Un avocat camerounais a demandé au président Paul Biya d'"ordonner l'arrêt des poursuites" judiciaires contre certains leaders de la contestation anglophone, après un nouveau report jeudi du procès à Yaoundé de plusieurs d'entre eux, dont l'animateur Mancho Bibixy.

"Le président de la République devrait à nouveau intervenir pour ordonner l'arrêt des poursuites" judiciaires engagées contre des anglophones, a déclaré à la presse Me Emmanuel Simh, avocat de plusieurs accusés.

En août 2017, M. Biya avait déjà décrété l'arrêt des poursuites contre certains leaders anglophones arrêtés dans le cadre de la contestation anglophone entamée fin 2016.

La crise dans les deux régions anglophones du Nord-ouest et Sud-ouest, à l'époque attisée par des militants réclamant un retour au fédéralisme abandonné en 1972, s'est muée en conflit de basse intensité entre l'armée et des séparatistes radicaux se réclamant d'une république auto-proclamée, l'"Ambazonie".

Jeudi, l'audience de huit accusés dont l'un des leaders de la contestation anglophones, Mancho Bibixy, a été ajournée au 13 avril.

Mancho Bibixy dit "BBC", animateur de radio et l'un des principaux leaders des premières contestations fin 2016 dans la région du Nord-ouest, avait été arrêté début 2017. Depuis lors, son procès a été reporté à de multiples reprises.

Dans une affaire parallèle jugée jeudi au même tribunal militaire de Yaoundé, un autre anglophone a été déclaré coupable d'apologie de terrorisme, sécession et hostilité contre la patrie. Sa peine sera annoncée le 13 avril. La crise anglophone "est politique" et "elle doit avoir une solution politique",

selon Me Simh. "C'est la seule à même de ramener la paix dans le Nord-ouest et le Sud-ouest", les deux régions anglophones en crise, a-t-il ajouté à l'issue de l'audience. Des "centaines" d'anglophones sont détenus dans diverses prisons pour leur implication supposée dans les troubles qui secouent les régions anglophones depuis novembre 2016.

Il n'était jeudi néanmoins pas possible de déterminer leur nombre exact. Fin janvier, 47 séparatistes radicaux dont le président auto-proclamée de l'"Ambazonie" avaient été arrêtés au Nigeria puis extradés vers le Cameroun, où ils seront jugés, selon Yaoundé.

APF

---